

# 5 février : la régression sociale, ça suffit !

**Pour les salaires, retraites et minima sociaux**  
**Pour le développement de l'emploi stable et qualifié**  
**Pour des services publics et une protection sociale répondant aux besoins**  
**Toutes et tous mobilisés le 5 février !**

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements successifs ont imposé austérité et régression sociale aux salarié-es, à la majorité de la population.

**Blocage des salaires et des retraites, casse des droits et garanties collectives des salarié-es, remise en cause de l'accès à des services publics de qualité et de proximité, reculs graves de la couverture de notre système de protection sociale (maladie, retraite, chômage) sont autant de conséquences de cette politique qui n'ont visé qu'à satisfaire la recherche toujours plus effrénée de profits et la suraccumulation de fortune toujours plus colossale pour une minorité.**

Alors que cela s'est traduit par les pires difficultés à vivre pour une immense masse de salarié-es, de retraité-es, de chômeur-ses, l'impossibilité de se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner correctement, Macron, poulain des riches, du patronat et de la finance, a accéléré cette politique, avec un mépris et une arrogance sans nom, vis-à-vis de tous ceux et celles qui ne font pas partie des 1<sup>ers</sup> de cordée. Cela a conduit à l'explosion de la colère, accumulée depuis de nombreuses années, qui s'exprime dans le mouvement des Gilets Jaunes, qui se poursuit malgré les opérations d'enfumage de Macron et de son gouvernement, sur des exigences et des revendications similaires à celles portées dans les mobilisations impulsées par la CGT depuis des années.

Si Macron et son gouvernement sont ébranlés par l'expression de cette colère, sont confrontés à une crise politique majeure, ils restent camper sur leurs objectifs de répondre exclusivement aux intérêts du patronat, des fortuné-es, en poursuivant la casse de toutes les conquêtes sociales, arrachées par les luttes des salarié-es au fil de notre histoire.

**Lors de ses vœux, il a réaffirmé qu'il maintenait le cap et a confirmé la mise en œuvre de mesures régressives.**

Ainsi, après avoir adopté un décret le 30 décembre 2018 renforçant la répression contre les privé-es d'emploi, où pôle Emploi sera juge, juré et bourreau pour prononcer les radiations, Macron poursuit la casse du système d'indemnités du chômage.

Il confirme le démantèlement de la fonction publique et la privatisation des services publics.

Il confirme une nouvelle attaque sur les retraites, qui va se traduire par une baisse de 25 % à 30 % des pensions, avant la destruction totale de la sécurité sociale.

Après l'enfumage des mesures annoncées en décembre, qui épargne les patron-nes, Macron et son gouvernement tente de regagner en crédibilité et en légitimité avec une nouvelle escroquerie qu'est l'organisation d'un pseudo grand débat. Mais les questions sont figées et les réponses déjà décidées !



**Les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi n'ont pas besoin d'une thérapie de groupe pipeau mais de réponses concrètes aux revendications qu'ils et elles portent.**

De son côté, le patronat fait le mort, espérant que l'orage passe, distribue dans quelques endroits des « primettes » sans aucune mesure avec les richesses produites par les salarié-es pour tenter de canaliser le mécontentement.

Et pendant ce temps-là, il continue d'engranger des profits faramineux, d'accumuler des aides et divers cadeaux financés par nos impôts.



**57,4 milliards** d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2018.



**40 milliards** d'euros de CICE offerts aux entreprises en 2019, sans aucun effet sur l'emploi ou l'investissement productif.



Plus de **200 milliards** d'euros d'exonérations de cotisations sociales, d'aides fiscales diverses et variées, financées par nos impôts.



A cela, il faut ajouter plus de **100 milliards** d'euros d'évasion et de fraude fiscale.

## **Il n'y a aucune fatalité à continuer à subir la régression sociale**

**Il est possible de gagner une autre répartition des richesses que nous sommes seuls à créer par notre travail pour améliorer les conditions de vie et de travail des salarié-es, de la population, pour le progrès social.**

C'est par l'élévation du rapport de force, par le développement des luttes revendicatives sur chaque lieu de vie et de travail que nous pourrons imposer :

- ☀ **une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux à partir d'un SMIC à 2000 € bruts,**
- ☀ **le développement de l'emploi stable et qualifié à plein temps,**
- ☀ **le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les cotisations sociales, couvrant l'ensemble des risques à 100 %,**
- ☀ **une fiscalité juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les services publics de qualité et de proximité, garant de la cohésion sociale et à égalité de traitement sur l'ensemble du pays. Le rétablissement immédiat de l'ISF,**
- ☀ **la suppression de la CSG et la limitation au minimum de la TVA,**
- ☀ **la baisse immédiate des prix des carburants et la prise en charge des transports par les employeur-es.**

L'Union Départementale des syndicats CGT de Loir et Cher appelle tous les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi, la jeunesse à se mobiliser sous toutes les formes possibles, à débrayer, à se mettre en grève et à manifester le mardi 5 février :

- ☀ **A Romorantin à 10h30 devant Pôle Emploi**
- ☀ **A Vendôme à 11h30 autour d'un barbecue revendicatif au rond-point sud près de Bosch**
- ☀ **A Blois à 14h30 devant la préfecture**

Elle les appelle à débattre sur chaque lieu de travail et de vie et à décider de la poursuite et de la forme de l'action, pour amplifier la mobilisation jusqu'à la victoire.